

NE_GERICHTE ARMP.2023.153 vom 9. Januar 2024

NE Tribunal cantonal, 2024-01-09, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ne_gerichte_ARMP.2023.153

FR: NE_GERICHTE ARMP.2023.153 du 9 janvier 2024

IT: NE_GERICHTE ARMP.2023.153 del 9 gennaio 2024

Erwägungen

E. 15

CP, quiconque, de manière contraire au droit, est attaqué ou menacé d'une attaque imminente a le droit de repousser l'attaque par des moyens proportionnés aux circonstances. D'après la jurisprudence, la légitime défense suppose une attaque, c'est-à-dire un comportement visant à porter atteinte à un bien juridiquement protégé, ou la menace d'une attaque, à savoir le risque que l'atteinte se réalise ; il doit s'agir d'une attaque actuelle ou à tout le moins imminente, ce qui implique que l'atteinte soit effective ou qu'elle menace de se produire incessamment ; la défense doit apparaître proportionnée au regard de l'ensemble des circonstances ; à cet égard, on doit notamment examiner la gravité de l'attaque, les biens juridiques menacés par celle-ci et par les moyens de défense, la nature de ces derniers ainsi que l'usage concret qui en a été fait. La proportionnalité des moyens de défense se détermine d'après la situation de celui qui voulait repousser l'attaque au moment où il a agi (arrêt du TF du 24.02.2023 [6B_15/2022] cons. 3.2). Dans le cas d'espèce, il paraît assez clair qu'un tribunal qui aurait à connaître des faits devrait admettre que si A. _____ avait poussé le recourant, c'était pour se défendre quand ce dernier le poussait et le poussait encore, jusqu'à l'escalier du corridor, et ainsi retenir la légitime défense. e) Le recourant évoque, à titre subsidiaire, la possibilité d'une poursuite de A. _____ pour violation de domicile. Indépendamment de toute considération au sujet du déroulement des faits, il faut constater que la violation de domicile ne se poursuit que sur plainte (art. 186 CP), qu'aucune plainte pour une telle infraction n'a été déposée dans le délai de trois mois dont un lésé dispose pour déposer plainte (art. 31 CP), que ce délai est largement échu (les faits remontent à plus d'un an) et qu'au surplus, C. _____ n'aurait pas eu qualité pour porter plainte pour cette infraction (le domicile qui aurait été violé était celui de ses parents et pas le sien). De toute manière, un tribunal saisi du fond ne pourrait pas retenir, en fait, que A. _____ aurait tenté de pénétrer de force dans l'appartement des époux (cf. cons. 4.2b ci-dessus). 4.4. a) En conséquence, la décision entreprise est conforme au droit. Les recours doivent être rejetés. b) Il paraît utile de relever que les conclusions ci-dessus en rapport avec les faits de la cause ne lient pas les autorités pénales qui auront à traiter le cas de C. _____ : il appartiendra à ces autorités de déterminer si le bénéfice d'un certain doute pourrait amener à retenir qu'il a agi contre A. _____ pour protéger sa mère (le doute pouvant, dans la même cause, amener une autorité à retenir des faits et leur contraire, en quelque sorte, le doute profitant successivement à chacun des intéressés). c) Ce qui précède ne signifie pas non plus que A. _____ se verrait décerner un brevet de bonne conduite, car il aurait aussi pu s'abstenir d'aller reprocher à des voisins de faire du bruit un 24 décembre vers 23h30, moment auquel de nombreuses familles sont réunies pour fêter Noël dans une atmosphère qui implique généralement que l'on fasse plus de bruit – et plus tard le soir – que d'ordinaire. Le présent arrêt ne veut pas dire non plus que le même A. _____ pourrait désormais adopter impunément envers la famille des recourants une attitude

contraire au droit, ou même à la courtoisie élémentaire. 5. Il résulte de ce qui précède que les recours doivent être rejetés et l'ordonnance entreprise confirmée. Les frais de la procédure de recours, arrêtés au montant des avances de frais, soit 1'000 francs au total, seront mis pour 500 francs à la charge de la recourante et 500 francs à celle du recourant. Il n'y a pas lieu à octroi d'indemnités.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.